

CROSSING BORDERS!

movements and struggles of migration

Soutenez notre bulletin d'information, aidez-nous dont distribuer les versions électroniques et imprimées.
Versions multilingues sur multilingues à notre site www.noborder.org/crossing_borders. Contactez-nous à frassainfo@kein.org



Il est presque impossible de répondre à la question « qu'est-il arrivé aux jeunes qui ont lancé les émeutes anglaises il y a un an ? ». Une génération issue des migrations a fait irruption sur la scène, rendant en centrale une condition définie par les assistants sociaux et les politiciens comme « marginale ». Beaucoup ont payé le prix de la révolte. La plupart d'entre eux semblent dissimulés dans les plis de la société anglaise, comme les migrants et enfants de migrants partout ailleurs en Europe. Néanmoins ceux qu'on appelle la « seconde génération » refusent de rester cachés dans les interstices qu'on leur impose. De la Grande-Bretagne (p.2) à Patras (p.3), traversant l'Italie (p.4), l'Allemagne (p.4) ou la France (pp.2-3), des milliers de jeunes forcent les frontières de la citoyenneté et des Etats, les frontières de leur exploitation sociale. Ils vivent en franchissant les frontières...

Génération en mouvement

Franchir les frontières est une expérience commune à tous les migrants. **Etre en mouvement est le lot de générations de migrants**, et ce faisant ils entaillent ces frontières destinées à nous garder à une place assignée, comme des biens sans valeur à mettre sur le marché du travail. **Le régime de gouvernance des migrations n'est pas subtil dans son approche. Les pères sont le miroir de leurs fils, car ceux-ci seront l'armée de réserve des premiers.** Mais les migrants ne bougent pas toujours de la même manière, car les frontières censées les prendre au piège varient. La première frontière rencontrée par les parents migrants est celle qui entoure l'Europe, mais pour ceux qui sont nés ici la franchir est banal, même si le risque d'expulsion menace la famille toute entière. Les nouvelles générations n'ont aucunement l'intention de repartir. Leur ligne d'horizon est l'avenir, mais ils y rencontreront inévitablement de nouvelles frontières.

Frontières de l'école, où les coûts sans cesse croissants de l'éducation deviennent une barrière de classe condamnant les nouvelles générations à des travaux précaires et mal payés. Ils ne doivent pas se raconter des histoires: ils savent qu'ils doivent apprendre à rester à leur place. **Mais les nouvelles générations ne savent ni ne veulent rester à leur place. Et elles n'acceptent pas celle à laquelle veulent les consigner les techniques de profilage racial:** celle de jeunes prolétaires de couleur enclins à la délinquance. Abattre les frontières, de classe et de race, tel est le message de rupture adressé par les émeutes anglaises de l'été 2011.

En Italie c'est une autre forme de profilage, qui utilise des moyens légaux pour obliger les nouvelles générations venues adultes à accepter des travaux précaires et sous-payés. **A cette précarité qui les attend, ils répondent en réaffirmant qu'ils sont en mouvement;** ils demandent la citoyenneté, tout en étant bien conscients que cela peut devenir une nouvelle et insidieuse frontière. Ce profilage voudrait les mettre en rang, en ordre et attendant leur tour. **Mais leur but n'est pas de devenir des citoyens de troisième ou seconde classe, mais de faire entendre leur voix sur leurs propres vies et sur la société qui les entoure.**

La nature statique de la citoyenneté risque d'être un obstacle au mouvement des nouvelles générations, les ancrant dans un espace défini par la domination de classe. Là où n'existe que le *jus solis*, comme en France, les enfants des migrants, tout en étant des citoyens français ou sur le point de le devenir, vivent dans des quartiers abandonnés par une machine administrative qui ne fonctionne que pour montrer ses muscles et frapper. Par ailleurs, **la citoyenneté ne pourra jamais s'accommoder de la transnationalité de la condition des migrants.** Les mineurs isolés de Patras sont là pour nous le rappeler. Ils viennent d'Afghanistan et voient la Grèce comme la porte d'entrée de l'Europe. Sans la moindre rhétorique européenne: **la Grèce n'est qu'un passage, un point à partir duquel recommencer à bouger, mettre le monde en mouvement.** Mouvement qui est nié par les camps qui « accueillent » les réfugiés mineurs arrivant en Allemagne. Enfermés dans ces Lagères d'aujourd'hui, ils ne peuvent ni aller à l'école ni chercher du travail. **La frontière devient ainsi une expérience quotidienne que les Youth without Borders tentent de subvertir.** La complexité d'une génération en mouvement est la mesure de son potentiel politique. Ceci du fait des pressions différentes que cette génération exerce aux frontières, et des façons différentes dont cette pression est exercée. **On peut bouger avec des émeutes comme avec de la musique, entretenant ainsi la confusion de ceux qui voudraient catégoriser le phénomène d'une unique et rassurante façon:** de préférence « délinquants » ou « jeunes humiliés et offensés ». Mais cette complexité est aussi une indication. Les rythmes différents selon lesquels les nouvelles générations bougent sont aussi dictés par la multiplicité et l'hétérogénéité des frontières auxquelles ils s'affrontent. A peine une frontière franchie, une autre semble en surgir, en une multiplication de forteresses qui tentent de leur assigner une place dans la société. **Mettre à bas cette logique est le défi politique des générations en mouvement.** En franchissant les frontières, les jeunes migrants rendent leur condition politique, car ils ne sont jamais à la place qui leur a été assignée. **Mouvement perpétuel, mais à un rythme et à une vitesse hors de toute mesure...**

Les émeutes de l'été en Grande-Bretagne

A l'été 2011 des centaines de gens dans les zones pauvres de GB, dont beaucoup de citoyens anglais d'origine migrante, ont pris part à des émeutes, des incendies de rue et des pillages et se sont opposés à la police. A Tottenham, où ont eu lieu les premières émeutes, la rage de la communauté a été provoquée par le refus de la police de fournir à la famille de Mark Duggan des explications sur sa mort. Mark, un jeune noir anglais, a été abattu par la police pendant une intervention spéciale contre la criminalité à main armée dans les communautés noires de Londres. Ce n'était pas la première mort durant une garde policière : au moins 333 depuis 1998, n'ayant donné lieu à aucune inculpation d'officier de police. **L'expérience quotidienne de mauvais traitements et de racisme d'Etat de la part de la police, dans un contexte de pauvreté croissante de contrôle – une combinaison courante en période de crise économique – est la cause la plus**

importante donnée par les émeutiers eux-mêmes aux soulèvements. La plupart des commentateurs, toutes tendances politiques confondues, ont préféré se demander s'il s'agissait d'actes politiques ou de simples expressions d'un consumérisme violent. Il nous semble au contraire essentiel de comprendre le contexte spécifique dans lequel des immigrants de seconde et troisième génération ont participé aux affrontements avec la police et aux pillages. Pour beaucoup d'entre eux les expériences avec la police sont négatives: tabassés à l'intérieur des cars de police, soumis au système raciste de contrôle et fouille. Selon la Section 60 du Criminal Justice and Public Order Act de 1994, la police anglaise a le droit de fouiller les gens à l'intérieur d'une zone déterminée quand elle a des raisons de croire qu'il y a un risque sérieux de violences, dans le but de combattre le crime, les comportements anti-sociaux et la «guerre des gangs». **La politique sélective et raciste qui sous-tend ces interventions est évidente** quand on sait qu'il y a eu 80 fois plus de «contrôle et fouille» dans l'arrondissement de Haringay, où se trouve Tottenham, qui a le plus grand nombre de groupes divers de minorités dans tout Londres. **On peut alors voir les émeutes comme d'une part une indication de la difficulté grandissante de s'organiser en période de crise économique,** d'autre part une réponse au maintien de l'ordre dont les cibles principales sont les jeunes travailleurs blancs et noirs et les migrants sans papiers. **Contrairement à l'idée reçue selon laquelle les émeutiers étaient sans éducation, de nombreux émeutiers étudiaient dans des établissements d'enseignement secondaire et supérieur.** Les mesures d'austérité, en particulier les coupes sombres dans l'éducation, l'énorme augmentation des droits d'inscription universitaires et l'érosion de l'aide aux étudiants de la classe ouvrière (l'EMA), ont généré la déception des jeunes issus de l'immigration et de la classe ouvrière, qui voyaient disparaître leurs chances d'accéder à l'éducation. Même en Grande-Bretagne le rêve bon marché de mobilité sociale n'est plus à la portée de ceux qui ne peuvent accéder à l'éducation supérieure (9.000 livres par an, soit 11.250 euros, pour un cours de premier cycle !). **Le fait que la consommation soit un signe d'ascension dans l'échelle sociale peut expliquer les attaques sur les commerces et les pillages durant les émeutes de l'été 2011.**



S'attaquant au racisme institutionnel de l'Etat et de ses représentants locaux, les mouvements sociaux d'antan pouvaient apparaître organisés, et être une bataille contre l'exclusion raciste en même temps qu'une auto-organisation ; **alors que les émeutes d'aujourd'hui peuvent apparaître comme sans but et plus individuelles.** Il n'empêche que, dans le contexte précis des émeutes de 2011 et de la criminalisation de la jeunesse des quartiers où elles ont eu lieu, **des liens nouveaux se sont créés, des structures de solidarité sont apparues.** Tels 'Stop Criminalizing Hackney Youth' et la 'Tottenham Defense Campaign', créés juste après les émeutes et la répression policière. D'autres exemples émergent à travers des initiatives à Londres, rapprochant les groupes travaillant sur l'éducation, le mouvement contre les coupes budgétaires de 2011, les luttes contre le maintien de l'ordre raciste et celles pour la liberté de circulation et pour les migrants. En réponse aux rafles de migrants par la UK Border Agency dans les mois qui ont suivi les émeutes, **une nouvelle campagne anti-rafles a été lancée par la Latin American Workers Association (LAWAS) et les activistes précaires de la capitale** (e.g. la Precarious Workers Brigade). Ces nouvelles alliances, qui émergent dans une période de crise, d'austérité et de répression raciste menée par l'Etat, montrent que les formes de révolte des travailleurs migrants, tout comme celles des « citoyens » précaires et en butte à la ségrégation, ne font pas que refléter la phase sauvage du capitalisme et sa réponse brutale à sa propre crise, mais créent plutôt des solidarités inattendues et de nouvelles formes d'auto-organisation.

Du monde aux banlieues/France

Un phénomène, pourtant quantitativement anodin, fait couler beaucoup d'encre depuis des années en France : celui des mineurs isolés étrangers. Parmi les jeunes gens qui arrivent en France, après de longs périple, de Chine, d'Afrique noire, de la péninsule indo-pakistanaise ou d'ailleurs, tous les mineurs de 18 ans devraient, au regard des textes, bénéficier d'une prise en charge complète. Ceci découle d'un dispositif de protection de la jeunesse en danger né juste après la dernière guerre mondiale. **Or les services départementaux d'aide sociale à l'enfance, qui ont en charge l'application de ce dispositif, sont de plus en plus nombreux à user de mille moyens pour échapper à leurs obligations:** contestation de la minorité de ces jeunes, instauration de périodes « d'essai », ou de « test », pendant lesquelles rien ne leur est proposé, de telle sorte que beaucoup finissent par repartir, refus d'accompagnement effectif dans l'exercice du droit à la scolarisation, du droit d'asile...

Depuis quelques mois les responsables de plusieurs départements clament qu'ils ne peuvent plus continuer d'accueillir ces jeunes, dont la prise en charge relèverait de l'Etat selon eux puisque, disent-ils, il s'agit de jeunes migrants n'ayant d'autre lien avec le département que celui du hasard de leur arrivée sur ce territoire-là.

Pour justifier leur demande que soient ainsi traités différemment des jeunes isolés au motif qu'ils sont étrangers – et ce faisant de transgresser l'esprit de textes fondateurs sur la protection de la jeunesse- ils brandissent tous les clichés sur l'immigration : le risque de créer un appel d'air, le fait d'encourager les filières mafieuses, et bien sûr le coût excessif pour nos systèmes de protection sociale. Ainsi, ces jeunes mineurs isolés seraient davantage étrangers qu'en danger...

Peu à peu, insidieusement, on insiste d'ailleurs sur leurs mensonges, leur usage de faux papiers ; **mauvaise graine que ces mineurs!** On ne peut dès lors s'empêcher de faire le lien avec une autre catégorie de jeunes, sans rapport ni

sociologique ni juridique avec celle des mineurs isolés étrangers : **ces jeunes, dont beaucoup sont Français ou le seront à leur majorité, habitants de quartiers populaires, qui, parce que leurs parents ont migré en France, sont eux-mêmes considérés comme des immigrés.** Les pouvoirs publics délaissent des quartiers entiers, que les médias et les responsables politiques décrivent comme des ghettos, tentés par le « communautarisme », terres de déscolarisation, lieux de non droit, où les dealers de drogue font la loi, etc. De même que pour les mineurs isolés étrangers, la caractéristique « étranger » ou « d'origine étrangère », s'agissant des jeunes de ces quartiers, appesée avec insistance, fonctionne comme justification de leur abandon de la part de ceux qui les ont normalement en charge. Ce point commun entre deux « catégories » de jeunes suffit à justifier, dans l'un et l'autre cas, le cantonnement aux marges du territoire national français, marges physiques comme marges juridiques.

Pour l'instant, ces deux « catégories » de jeunes sont étanches. Les uns et les autres n'ont guère l'occasion de se rencontrer, et il n'y a là surtout qu'un affligeant gâchis de dynamisme et de talents. Jusqu'à quand ?

Je voudrais être un e-mail et tu pourrais m'envoyer en Suède !

Jeune réfugié à Patras

(2008-2010-2012)

extraits de discussions, par infomobile

Quelle faute il avait commise, ce garçon ? Vous ne trouvez pas ça ridicule ? Vous ne trouvez pas qu'il y a un problème ? Qu'ils ont perdu leur humanité ? Vous ne pensez pas qu'ils sont devenus fous ? **Sur la police je dirai juste une chose : c'est la machine de l'Etat.** Rien d'autre... Ce pour quoi je me bats, c'est ma liberté, la liberté entière. C'est pour ça qu'il faut que je parte d'ici. C'est pour ça qu'on doit tous partir »

J. avait 20 ans quand nous nous sommes rencontrés. Il vient d'Afghanistan. Pendant plus de deux ans il est resté dans le camp informel des Afghans à Patras, qui a subi plusieurs raids de la police et a été finalement démoli par le gouvernement grec en 2009. Il a maintenant le statut de réfugié en France.

2010 : « Quand je marche dans la rue avec trois ou quatre amis, les jeunes grecs nous évitent. Ils voient des Afghans et ils ont peur. Un jour on marchait dans la rue et des jeunes types sont passés en moto, ils m'ont bombardé avec des œufs... C'est normal ça ? On ne vaut rien ? **Quand je suis venu en Europe j'avais de grandes espérances. Mais il n'y a pas d'avenir pour moi ici. Je suis coincé en Grèce, à la porte de l'Europe.** Personne ne sait ce que j'ai dans le cœur. Même moi je ne saurais pas le dire. **Je travaille depuis que j'ai 6 ans. Dans vos pays vous voyez des enfants de 6 ans travailler ?** Vous n'avez pas connu cette vie-là. Vous aviez le confort. A cet âge, vous jouiez. Ensuite on a eu tant de problèmes économiques que j'ai du travailler encore plus : de 6 heures du matin à 2 heures en pleine nuit. **J'ai du arrêter l'école pour que nous ne mourrions pas de faim.** Toute ma vie, jusqu'à ce que j'arrive en Grèce, j'ai été battu. Mais en Grèce aussi on me traite comme un animal. **On me bat aussi. Maintenant j'ai dépassé mes problèmes. Je suis fort. Mais mes pensées sont très tristes.** »

H. avait 17 ans quand nous nous sommes rencontrés. Il vient d'Afghanistan. Il a vécu pendant plusieurs mois dans les champs près de Patras. Il a pu quitter la Grèce en 2011. Il a recommencé une nouvelle vie dans un autre pays européen.

2012 : "A Patras c'est très dur. J'étais très loin de ma famille. C'est comme une prison. **Tout ce qui peut m'arriver de mal dans ma vie c'est à cause de Patras.** Le pire c'est dans ma tête : ne pas savoir si j'arriverai à partir, ne pas savoir quand la police va revenir pour nous tabasser. **Le pire c'est que je ne sais pas ce qui m'attend.** Je voudrais que la police ne nous tabasse pas. Je suis incapable de dormir. Je rêve tout le temps que la police me pourchasse. J'ai tout le temps la peur au ventre. **Je suis ici parce qu'il n'y a pas d'autre moyen pour s'en sortir, et j'essaierai jusqu'à ce que j'y arrive.** Je voudrais être un e-mail et tu pourrais m'envoyer en Suède !

H. a 16 ans et vient d'Afghanistan. Cela fait 6 mois qu'il essaie de passer en Italie, pour aller ensuite en Suède.



« Où sont tes dents ? – Tu vois ce bateau ? **Mes dents viennent de partir pour l'Italie ! Je vais les suivre !** »

M. Afghan de 8 ans / Patras 2010

2008 : « Ca faisait trois mois que j'essayais d'avoir le statut de réfugié à Athènes mais on m'a dit qu'il me fallait une adresse, et j'étais à la rue. Ensuite on m'a dit que même en demandant l'asile je ne pouvais pas aller dans un abri. **Je me suis dit que je devais me battre pour mes droits, c'est pour ça que j'ai quitté Athènes et que je suis venu à Patras.** J'aime la Grèce. Je ne veux pas la quitter. Mais je ne peux pas rester. ... J'ai vu beaucoup de choses de mes propres yeux à Patras. **Les enfants de 14 ans, filles ou garçons, ils ne connaissent rien, ils essaient juste de survivre et d'avancer.** Ils sont innocents mais ils se font tabasser par la police, je l'ai vu. Un enfant de 14 ans a été poignardé par la police du port sous mes yeux. Ils l'ont poignardé plusieurs fois dans le dos ...

Youth without borders/Allemagne

Nous sommes une initiative fondée à Berlin en 2005 par les réfugiés dits « tolérés », qui étaient sous la menace d'une expulsion. **C'est nous qui avons pris cette initiative, et nous continuerons à nous représenter, nous n'avons pas besoin d'intermédiaires.** En tant que Youth without Borders nous pouvons parfaitement décrire et expliquer ce que nous vivons en Allemagne, les problèmes que nous rencontrons du fait d'une politique que nous devons combattre.

Depuis des années nous nous battons pour le droit de rester pour tous les réfugiés. Nous combattons le statut « toléré », qui expire au bout de quelques semaines et qui nous maintient dans des camps (Lagers) sans droits humains ni dignité. Chaque année – en même temps que la Conférence des ministres de l'intérieur allemands – **nous organisons une conférence de Youth without Borders où nous présentons nos revendications au public, par des**

conférences de presse. Nous votons et élisons chaque année le « ministre des expulsions », pour manifester notre opposition à la politique raciste d'expulsion. **Nous faisons partie de l'Allemagne, et nous participerons aux débats politiques.**

Il existe des groupes Youth without borders dans la plupart des Etats allemands, qui organisent des événements locaux, séminaires, activités scolaires et universitaires. Beaucoup de jeunes « tolérés » n'ont pas le droit de quitter leur région, du fait des restrictions sur la résidence. **Ca suffit :** d'être isolé, sans permis de travail, sans droit à l'éducation, sans liberté de circulation ni droit à décider de sa propre vie. **Nous sommes l'avenir de l'Allemagne, nous resterons et bâtissons la réalité sociale de l'Allemagne.**



On the Move/Italie

Lois, gouvernements et présidents changent/Mais ici les hivers sont de plus en plus froids/Mes problèmes me font frissonner, je grince des dents/Le futur est gros de ce à quoi on ne s'attend pas

(»)1 Marzo« - Anime Confuse)

Ce sont les mots qui, le 1^{er} mars 2012, ont résonné dans les rues de Bologne, à pleins tubes dans le sound-system de la Move Parade, **une marche de centaines de jeunes précédés par une banderole qui disait « Pas de racisme – Pas de précarité – Citoyenneté maintenant ! ».** Ce sont des mots qui expriment la colère en même temps que le désir, car les problèmes sont nombreux et beaucoup sont inextricablement liés. Le racisme dont il est question est celui de la loi Bossi-Fini, qui décide de la vie de millions de migrants présents en Italie, liant leur séjour à l'existence d'un contrat de travail ; qui oblige ceux qui sont nés en Italie à chercher du travail dès 18 ans s'ils veulent rester ; **qui rend nos vies précaires, tout comme elle rend précaire le travail de tous, migrants et natifs.**

La précarité est notre quotidien, c'est ce que nous vivons chaque jour. La précarité est notre passé, elle a poussé nos parents à partir en quête d'une vie meilleure, un rêve que nous voyons aujourd'hui disparaître devant la crise. **La précarité est notre avenir,** celui qui nous garantira des emplois de plus en plus instables et mal payés. C'est pourquoi nous exigeons «La citoyenneté maintenant!». **Nous n'avons que faire des discours sur l'appartenance, et encore moins de ceux sur l'intégration. Ce que nous voulons c'est avoir la parole sur nos propres vies.**

Nous sommes la « seconde génération » de migrants, les soi-disant 2G, ceux qui sont « venus plus tard » mais veulent se considérer comme Italiens. Ils nous disent que pour rester il faut se tenir bien, sourire, jouer le jeu selon leurs règles. **Mais nous ne sommes les seconds de personne. Ils nous enseignent à rester aux places qu'ils nous ont assignées dans la société,** à subir les destins qu'ils nous ont choisis, qui nous mènent des classes des établissements professionnels aux usines et aux coopératives où c'est à nous qu'échoient les travaux les plus pénibles avec la plus petite paie et les contrats qui ne durent que quelques mois. Ils nous enseignent à ne pas bouger et à nous tenir tranquilles. **Mais nous ne pouvons pas rester à notre place, nous ne le voulons pas, nous en rejetons les contraintes. Nous avons de l'ambition, nous voulons avoir notre place,** et c'est pourquoi nous ne sommes pas des observateurs passifs qui attendent une intervention divine ou l'aide des politiciens. **Nous bougeons, quand et comme nous le décidons, en l'affirmant, sans intermédiaires. Nous sommes la génération qui est en mouvement pour prendre le contrôle de son présent. Nous sommes OnTheMove.**

L'homme ne change pas, observant chaque frère qui répond à l'appel pour être une force de travail le chantage des papiers de résidence, je ne peux pas suivre vos règles, soit les choses changent, soit en mouvement nous allons prendre ce que nous voulons

(»)1 Marzo« - Mohamed a.k.a. Dies)

<http://labonthemove.wordpress.com/>